

Inclure les engagements des villes dans un accord post-Kyoto:

Aspects politiques, économiques, techniques et légaux

Séminaire IHEDATE

11 Juin 2009

Benoit Lefèvre

Rôle des villes dans la lutte contre le Changement Climatique

- Constat: 3 mouvements convergents
 - Prise de conscience du rôle des territoires urbains dans la lutte contre le changement climatique;
 - Émergence et consolidation de nombreux réseaux urbains;
 - Montée en puissance d'un lobby des autorités locales vis-à-vis des états: être reconnues, participer aux décisions, être soutenues.
- Pertinence de l'inclusion des autorités locales dans la lutte contre le changement climatique
 - Densité et structure spatiale des villes: déterminants clés des consommations énergétiques (bâtiment et transport);
 - Opportunités d'abattement des émissions de CO2 nécessitent une coordination locale pour minimiser les coûts de transaction.

Inclure les villes dans un accord post-Kyoto: un chemin à construire

- UNFCCC et protocole de Kyoto: traités entre états (Contracting Parties)
- Historique des accord internationaux:
 - International: Seul UNESCO (racisme): engagement volontaire des villes dans un partenariat
 - UE:
 - Convention de Madrid et protocole de Strasbourg (coopération transfrontalière) mais subordonnée à accord entre états
 - Convention des Maires
- Négociation: un processus déjà particulièrement complexe
 - L'inclusion des villes doit être une solution, et non un nouveau problème
 - L'objectif doit être d'accélérer les réductions d'émissions de CO₂, et non de donner accès aux négociations ou aux instruments climat
 - Besoin d'une feuille de route

Aspects Politiques

- Identifier un interlocuteur pour construire un dialogue constructif
 - Capacité d'agir / légitimité / diversité entre les villes
- Soumissions du Sénégal et de l'Uruguay au texte de négociation: "regional governments" as "appropriate level" to "ensure that adaptation action is implemented"
 - Opposition déclarée de la Russie (souveraineté)
- Ne pas se laisser enfermer dans le calendrier des négociations: Copenhague = une étape

Aspects économiques (1/2)

- Au préalable, nécessaire de différencier
 - Villes de pays capped et villes de pays non-capped: nouveaux potentiels d'abattement et nature des supports;
 - Coût d'investissement et Coûts de maintenance et opération: nature des sources de financement et incitations;
 - Villes moyennes et Méga-villes: capacité d'agir et capacité d'accéder aux instruments internationaux climat.
- Trois questions clés:
 - Quels sont les potentiels significatifs de réduction des émissions de CO₂?
 - Quelle est la nature et le volume des coûts d'abattement?
 - Quels sont les besoins (technologies, financement, capacity building, etc.) des autorités locales pour engager ces réductions?

Aspects économiques (2/2)

- L'enjeu = modifier les trajectoires de développement urbain (approche projet = insuffisante)
 - Combinaison de changements incrémentaux et systémiques
 - Démêler les processus de la fabrique urbaine
 - Identifier les déterminants des consommations énergétiques et les leviers d'action
 - Evaluer la capacité d'agir directement et indirectement des autorités locales
 - Etre coût-efficace

→ Les outils existent !
- Soutiens et incitations à fournir = spécifiques selon les étapes de la transition vers des trajectoires soutenables.
- Coordonner les politiques climat avec les autres champs de l'intervention publique, au niveau local et national/international

Aspects techniques

- Besoin urgent de
 - méthodologies harmonisées d'inventaire des émissions de CO2
 - Au moins sur un cœur de paramètres (périmètre): Émissions des institutions ? du territoire ? Pour la réalisation des activités sur un territoire?
 - procédures standardisées de MRV
 - MRV: moyen pour responsabiliser et crédibiliser, reconnaître les efforts mais aussi le crédit politique
 - MRV de l'action et du support à l'action: objectifs différents mais reliés
 - MRV pourrait varier selon pays et type d'action
 - MRV pourrait porter sur résultats et/ou procédures
- Pré-condition pour 1) décider et implémenter des politiques, 2) inclure le privé, 3) accéder aux instruments climats internationaux

Institutionnalisations possibles du rôle des villes dans la lutte contre le CC

- Nature de l'engagement des villes
 - Obligatoire avec targets VS volontaire
- Portée de l'engagement des villes
 - Territoires VS prérogatives
- Nature de la reconnaissance
 - Dans le texte VS préambule VS partie sur NAMA VS déclaration interministérielle
- Type d'accès aux instruments climat internationaux
 - Accès direct VS via canaux nationaux

MERCI

benoit.lefevre@iddri.org

Economic aspects: Transportation

ASIF framework (IEA; Schipper et al., 2001)

$$\text{Emissions} = [\text{A. Activity (pkm=trips x km)}] \times [\text{S. mode Share (\% pkm)}] \times [\text{I. fuel Intensity (quantity per Km)}] \times [\text{F. Fuel mix (emission per qty)}]$$

ASIF highlights

- Categories of mitigation actions
- That there are multiple factors influencing each of the ASIF components, with many affecting more than one component (contradictory effects)
- Key role of specific stakeholders

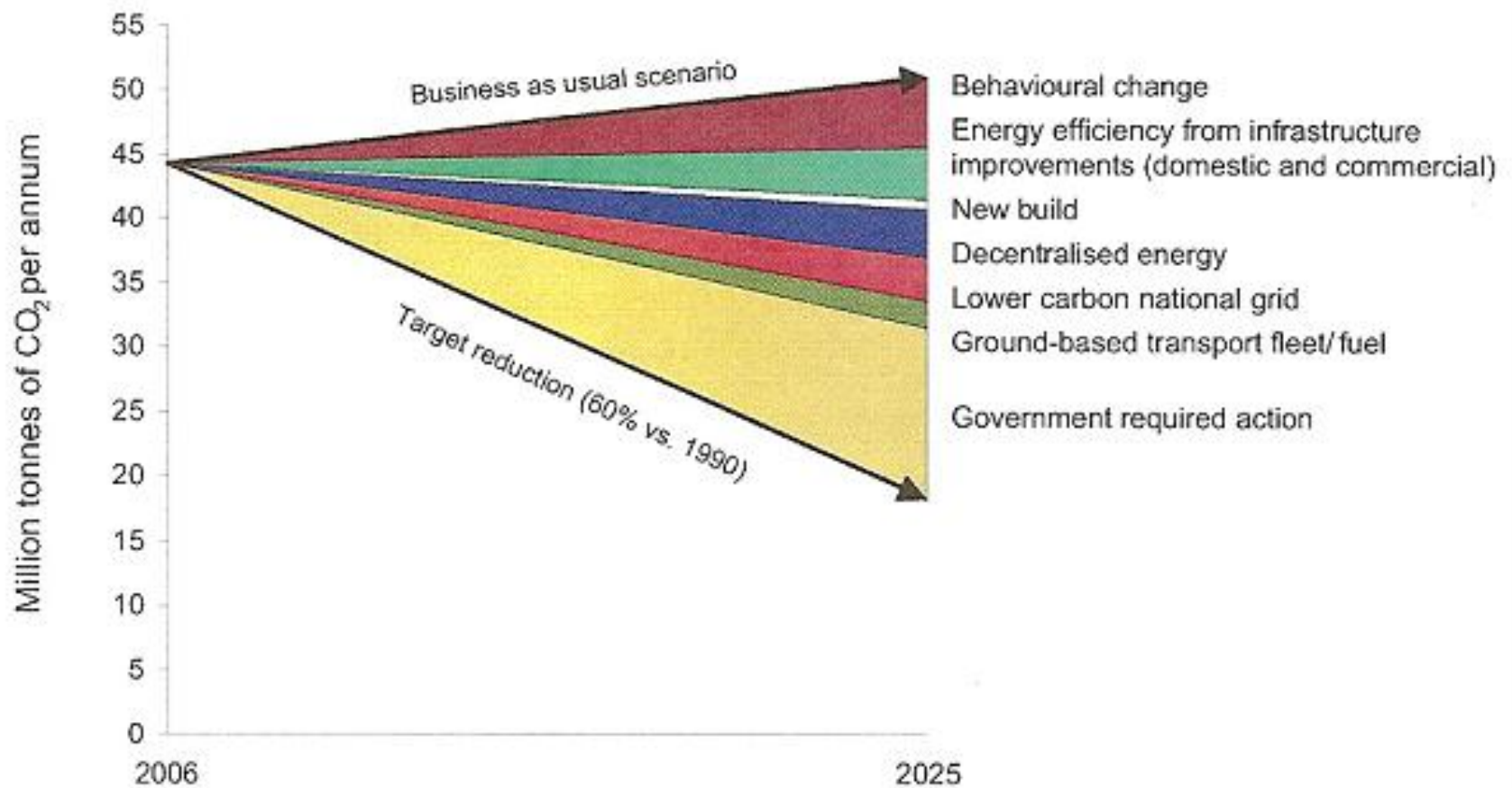
<u>Interactions Matrix</u>					<u>Governance Matrix</u>					
Component / actions	A. Activity (Pass-Km)	S. model Share (%pass-Km)	I. fuel intensity (qty/Km)	F. Fuel mix (emissions/qty)	Stakeholders / actions	Stakeholder 1	Stakeholder 2	Stakeholder 3	Stakeholder 4	...
Policy 1	Impacts of the policy on each ASIF components taking into account linkages between ASIF components and rebound effects: changes in one term of ASIF lead to changes in the opposite sense in another term				Policy 1	Position, responsibility, strength and response of each stakeholders to the policy				
Policy 2					Policy 2					

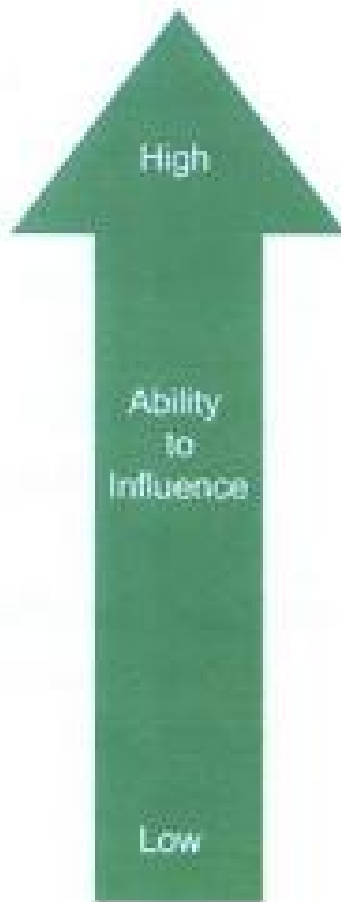
Economic aspects: Building

Same approach can be developed for residential and commercial buildings.

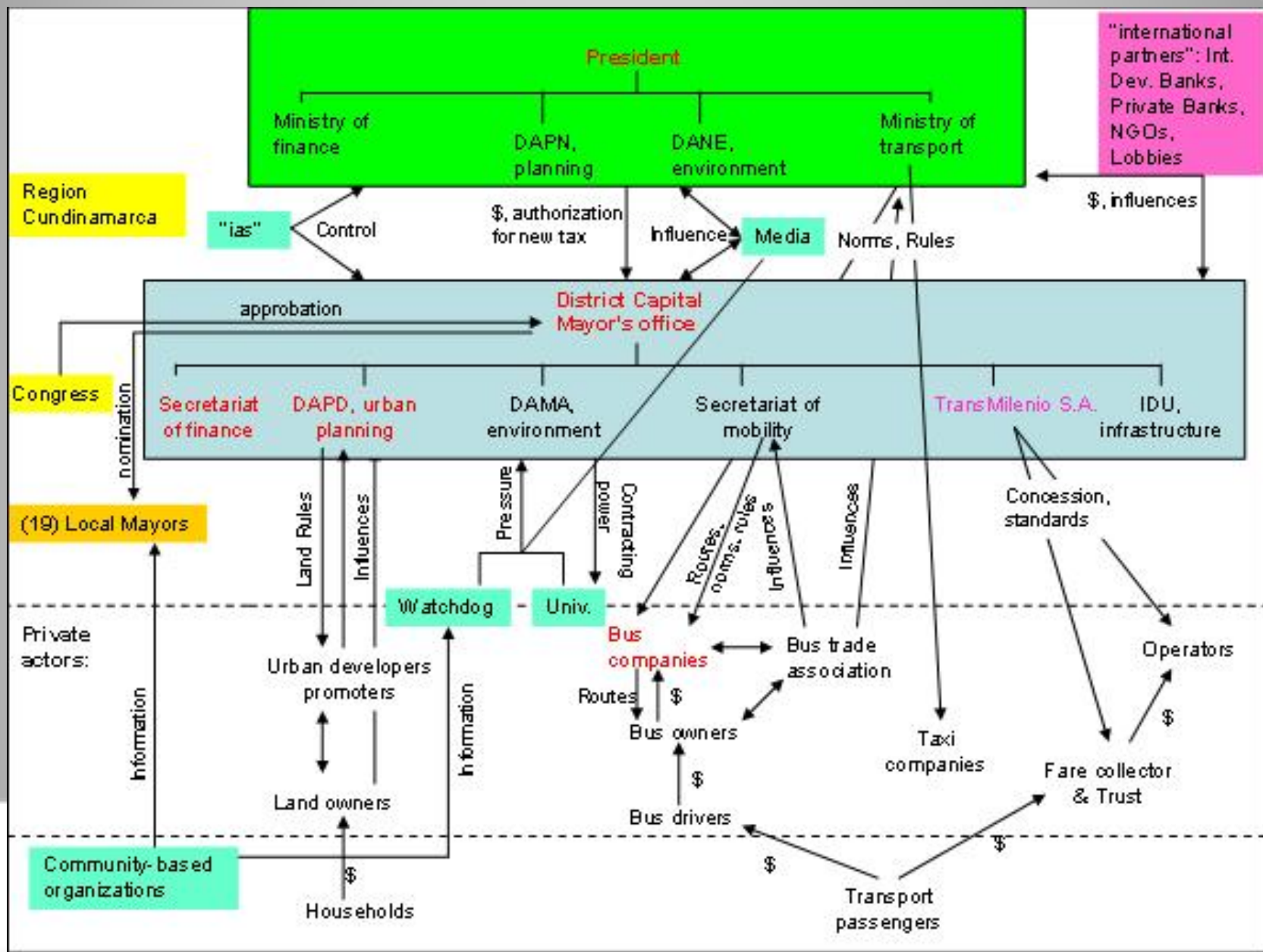
$$Emission = A \times B \times I \times \Sigma \frac{F_i \cdot S_i}{\eta_i}$$

- need to differentiate existing VS new constructions, in relation with the rate of urbanization of a city and/or a country
- need to tackle these issues in an articulated way with (renewable) energy production capacity deployment.

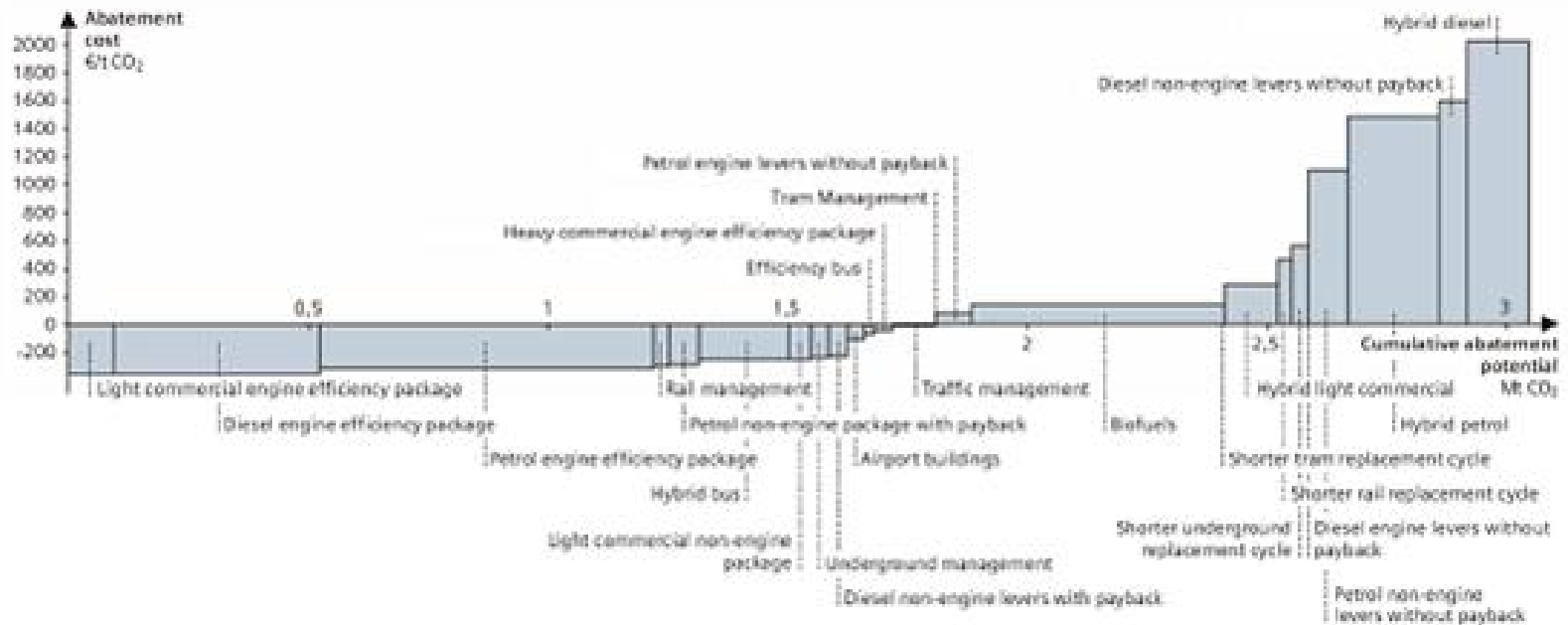




- Mayor's planning powers on statutory referrals
- London's Housing Pot (affordable/ social housing)
- Energy focused capacity in the GLA
- Mayor's Housing Strategy and Strategic Housing Investment Plan
- CO₂ reduction focus in boroughs
- Overall costs of new build
- Standards in national guidance and regulations
- Enforcement of national buildings regulations



Transport – Greenhouse gas abatement cost curve for London (2025, decision maker perspective)



Source: © Copyright 2020 McKinsey & Company